

Zeitschrift: Energie extra
Herausgeber: Office fédéral de l'énergie; Energie 2000
Band: - (2001)
Heft: 4

Vorwort: L'économie soutient la loi sur le CO2
Autor: Ramsauer, Rudolf

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'économie soutient la loi sur le CO₂

Les milieux économiques soutiennent les objectifs climatiques de la Confédération et sa politique axée sur le développement durable. La directive qui vient d'être rédigée pour la mise en oeuvre de la loi sur le CO₂ montre qu'une action partenariale de l'économie et de l'Etat peut apporter la solution. Avec l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC), les milieux économiques remplissent les conditions préalables pour assumer le mandat constitutionnel de la Confédération, à savoir promouvoir le rendement énergétique et réduire les rejets de CO₂. La convention-cadre passée entre le DETEC et l'AEnEC fixe les principaux jalons et les règles de collaboration entre l'économie et l'Etat. La loi sur le CO₂ est la voie suisse vers la protection du climat prévue dans le protocole de Kyoto. La priorité est donnée aux mesures librement consenties, telles que les conventions et le rattachement à un système de *monitoring*. Nous persistons à considérer cette loi comme le meilleur moyen d'établir une situation où le climat ne sera plus mis en péril. Certes, des voix s'élèvent pour récuser le principe de la loi. Mais les milieux économiques l'ont approuvée et ils la soutiennent. Nous sommes décidés à tout entreprendre pour la mettre en pratique et entendons recueillir avec elle des enseignements précieux. Le développement durable est au centre de nos préoccupa-

tions aussi. Voilà pourquoi les directives pour la mise en oeuvre de la loi sur le CO₂ ne sauraient entraver la croissance économique. En effet, la croissance est la condition première de l'investissement, qui est



Rudolf Ramsauer
Président de l'Agence de l'énergie
pour l'économie

«Les directives pour la mise en oeuvre de la loi sur le CO₂ ne sauraient entraver la croissance économique»

lui-même un préalable à l'amélioration plus poussée des rendements énergétiques. Si l'on fixe les objectifs en matière de limitation du CO₂ conformément aux potentiels réalisables dans l'optique technique et économique, il faut le faire en respectant la croissance économique probable. Mais les prévisions sont rarement exactes. On aura donc avantage à corriger les objectifs après-coup, selon la croissance effective. Ainsi, on jugera les entreprises en fonction de leurs efforts pour limiter les rejets de CO₂ et non selon les hasards du développement économique.

L'AEnEC, partenaire de l'économie

L'AEnEC offre à l'économie un réseau de modérateurs professionnels capables de lui apporter les connaissances voulues pour traquer le gaspillage d'énergie. Ainsi, l'obligation constitutionnelle d'améliorer les rendements énergétiques sera assumée dans la pratique. Nous sommes convaincus que la collaboration active entre l'économie et l'Etat est le seul moyen d'atteindre les objectifs énergétiques et climatiques fixés.